

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES
Des inégalités monstrueuses

Rony Brauman

2005

Alternatives Internationales, n°28, octobre 2005.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Des inégalités monstrueuses

Rony Brauman

L'administration Bush a été accablée de critiques pour sa réaction à l'ouragan Katrina, considérée comme une « honte nationale. » Si la plupart sont irrécusables, au point que le président Bush lui-même a dû admettre le caractère « inacceptable » des carences publiques, certaines tiennent de la pensée magique. Il a fallu trop de temps aux autorités pour prendre la véritable mesure de la catastrophe, certes, mais quel aurait été le délai acceptable par les victimes pour réagir ? Personne, pas même la première puissance du monde, n'a la capacité de mobiliser les moyens appropriés pour sortir plusieurs dizaines de milliers de personnes d'une ville presque totalement submergée sous plusieurs mètres d'eau, dans un contexte où un territoire grand comme la moitié de la France est inondé. « Super-puissance » ne signifie ni invulnérabilité, ni toute-puissance, ni même compétence comme on peut le constater tous les jours en Irak. Quand bien même la réaction aurait été plus rapide et plus adaptée, les souffrances des sinistrés auraient duré trop longtemps et de fortes critiques auraient été entendues. Chacun attend de l'Etat une protection et, dans une société qui fait de l'instantané une valeur, cette protection doit être immédiate. Il avait fallu rappeler, lors de la mobilisation pour les victimes du tsunami, que le temps du don en ligne et de la retransmission d'images n'est pas celui du déploiement des secours. Toutes choses égales par ailleurs, ce décalage vaut pour les USA comme pour l'Indonésie. Le déploiement de secours à une échelle adaptée répondant aux attentes des populations sinistrées, fourniture de vivres, transports, abris, demande du temps. Il n'en reste pas moins que l'attitude des dirigeants américains a constitué un désastre dans le désastre, aggravé par l'incompétence du principal responsable des secours et par les rivalités entre l'Etat de Louisiane et l'Etat fédéral. On a souligné – et comment ne pas se joindre à ce constat – combien les divisions sociales et raciales, projetées au premier plan par la catastrophe, étaient profondes dans la société américaine. Ceux qui auraient voulu partir mais ne le pouvaient pas faute de moyens sont les victimes d'une réalité qui ne doit rien à la nature. La brutalité de ce système politique, qui fait du « chacun pour soi » une valeur cardinale, est apparue au grand jour comme rarement dans l'histoire récente. Cette violence est celle d'un creusement des inégalités et d'un durcissement effarant des rapports sociaux au cours de ces dernières années. Une scène abondamment diffusée par les télévisions, à l'évidence soigneusement préparée à cet effet par les *spin doctors* de la Maison blanche, rend compte de cette réalité de façon apparemment paradoxale. On y voit George Bush en chemisette, à distance de ses gorilles, marchant dans une rue et rencontrant deux femmes rescapées noires, commençant à parler avec elles, puis les enlaçant de ses bras protecteurs et les assurant, l'œil humide, de sa compassion. Pendant cette mise en scène, l'intervention publique pour les victimes de Katrina prenait la forme de commandos surarmés pourchassant les pillards. Des larmes et des bises télévisées d'un côté, « shoot to kill » de l'autre. L'apitoiement ostentatoire, le moralisme bruyant font excellent ménage avec les exécutions sommaires pour troubles à l'ordre public. Le système pénitentiaire n'est-il pas le deuxième employeur des Etats-Unis ? Entre temps, si l'aide a fini par se déployer à grande échelle dans cette région qui compte la plus grande proportion de pauvres de tout le pays, on imagine mal les idéologues de Washington s'engager dans un quelconque New Deal. Le maintien de l'ordre va-t-il tenir lieu de politique publique selon le modèle aujourd'hui en vigueur ? Si la compassion télévisée et la prison restent les réponses aux questions sociales et écologiques brûlantes exposées par Katrina, il ne restera de l'image de l'Amérique que ses deux traits aujourd'hui les plus marquants, le mensonge et la violence.